












Procedure file

| Informations de base | | |
|--|----------------|--------------------|
| RSP - Résolutions d'actualité | 2018/2774(RSP) | Procédure terminée |
| Résolution sur la maladie de Lyme (borréliose) | | |
| Sujet 4.20.01 Médecine, maladies | | |

| Acteurs principaux | | | |
|-----------------------|---|--|--------------------|
| Parlement européen | Commission au fond | Rapporteur(e) | Date de nomination |
| |  Environnement, santé publique et sécurité alimentaire | | 10/04/2018 |
| | |  PETERLE Alojz | 10/04/2018 |
| | |  SÂRBU Daciana Octavia | 10/04/2018 |
| | |  WIŚNIEWSKA Jadwiga | 10/04/2018 |
| | |  RIES Frédérique | 10/04/2018 |
| | |  KYLLÖNEN Merja | 10/04/2018 |
| | |  RIVASI Michèle | 10/04/2018 |
| | |  D'ORNANO Mireille | 10/04/2018 |
| | |  GODDYN Sylvie | 10/04/2018 |
| Commission européenne | DG de la Commission Santé et sécurité alimentaire | Commissaire ANDRIUKAITIS Vytenis Povilas | |

| Evénements clés | | | |
|-----------------|-------------------------------|---|--|
| 15/11/2018 | Résultat du vote au parlement |  | |
| 15/11/2018 | Débat en plénière |  | |

| | | | |
|------------|--|------------------------------|--------|
| 15/11/2018 | Décision du Parlement, 1ère lecture/lecture unique | T8-0465/2018 | Résumé |
| 15/11/2018 | Fin de la procédure au Parlement | | |

Informations techniques

| | |
|--|---|
| Référence de procédure | 2018/2774(RSP) |
| Type de procédure | RSP - Résolutions d'actualité |
| Sous-type de procédure | Débat ou résolution sur question orale/interpellation |
| Base juridique | Règlement du Parlement EP 136-p5 |
| Etape de la procédure | Procédure terminée |
| Dossier de la commission parlementaire | ENVI/8/12710 |

Portail de documentation

| | | | | |
|---|------------------------------|------------|----|--------|
| Amendements déposés en commission | PE623.901 | 28/06/2018 | EP | |
| Question orale/interpellation du Parlement | B8-0417/2018 | 12/11/2018 | EP | |
| Proposition de résolution | B8-0514/2018 | 15/11/2018 | EP | |
| Texte adopté du Parlement, lecture unique | T8-0465/2018 | 15/11/2018 | EP | Résumé |
| Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière | SP(2019)43 | 11/03/2019 | EC | |

Résolution sur la maladie de Lyme (borréliose)

Le Parlement européen a adopté une résolution déposée par la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire sur la maladie de Lyme (borréliose).

Notant qu'il n'existe pas de consensus européen quant au traitement, au diagnostic et à la détection de la maladie de Lyme, le Parlement a exprimé son inquiétude vis-à-vis de l'étendue alarmante de la propagation dans la population européenne de la maladie de Lyme, qui touche environ un million de citoyens selon la méthode utilisée pour le recensement.

Tout en se félicitant des fonds alloués jusqu'ici par l'Union pour la recherche concernant la détection précoce et le traitement futur de la borréliose de Lyme (environ 16 millions de euros au moyen de projets tels que ANTI-DotE, ID-Lyme et Lymediatex), les députés ont demandé des financements supplémentaires pour les méthodes de diagnostic et de traitement de la maladie de Lyme.

Ils ont invité la Commission à établir un plan européen de lutte contre la maladie de Lyme en rapport avec la gravité de cette épidémie silencieuse et encouragé la mise en place d'un réseau européen pour la maladie de Lyme qui intègre les parties intéressées.

Les députés ont noté que le poids véritable de la borréliose de Lyme dans l'Union est inconnu en raison du manque de statistiques concernant la maladie et de la grande diversité des définitions de cas utilisées, des méthodes de laboratoire mises en œuvre et des systèmes de surveillance. De plus, la maladie de Lyme, quoique bien connue de la médecine, reste sous-diagnostiquée, notamment du fait des difficultés rencontrées pour la détection de ses symptômes et d'un manque de tests de diagnostic appropriés. Dans ces circonstances, le Parlement a invité la Commission à :

- collecter autant d'informations que possible sur les méthodes de détection de la maladie ou sur les traitements administrés dans les États membres ;
- faciliter la coopération et l'échange des meilleures pratiques entre les États membres concernant le suivi, la détection et le traitement de la maladie de Lyme ;
- mettre en place des programmes de surveillance uniformes et à travailler conjointement avec les États membres à faciliter la standardisation des tests diagnostiques et des traitements ;
- reconnaître la maladie de Lyme comme une maladie professionnelle pour les travailleurs des secteurs de l'agriculture et de la sylviculture et pour les chercheurs travaillant sur le terrain (tels que les biologistes, les géologues, les géomètres ou les archéologues) ;
- publier des lignes directrices, fondées sur les meilleures pratiques au sein de l'Union, concernant la formation des médecins généralistes pour faciliter le diagnostic et la détection de la maladie de Lyme ;
- mettre en place des bilans de santé, un parcours de soins rapide et des contrôles de l'évolution de l'infection par la maladie de Lyme chez les professionnels des secteurs de l'agriculture et de la sylviculture et chez les chercheurs collectant des données sur le terrain.

Le Parlement a rappelé que tous les États membres, à des degrés divers, subissent une augmentation des cas de borréliose de Lyme, et a demandé qu'une obligation de signalement soit imposée à tous les États membres dans lesquels des cas de borréliose ont été détectés afin de contenir les cas de borréliose de Lyme.

Les députés ont également invité les États membres, qui pourront faire appel au soutien logistique de la Commission, à mettre en place des campagnes d'information et de sensibilisation concernant la maladie, à l'intention de la population et de tous les acteurs intéressés, en particulier dans les régions les plus affectées par sa propagation.

En dernier lieu, le Parlement s'est félicité de la décision d'exécution (UE) 2018/945 de la Commission relative aux maladies transmissibles et aux problèmes sanitaires particuliers connexes qui doivent être couverts par la surveillance épidémiologique ainsi qu'aux définitions de cas correspondantes, qui inclut la neuroborréliose de Lyme dans la liste de ces maladies.